

that this  
message was  
sent by  
yahogroupes.fr,  
Learn more

**Date:** Mon, 2 May 2005 15:56:16 +0200

**Subject:** [disparitions] Le Monde.fr : Les familles de Libanais disparus en Syrie se mobilisent

## Le Monde.fr

Cette information du Monde.fr vous est envoyée par odefrouville@wanadoo.fr.

odefrouville@wanadoo.fr

### Liens publicitaires

#### **ADSL Club Internet à 9.90€**

Jusqu'à 8 MEGA ADSL à 9.90€ les 3 premiers mois, puis 14.90€.  
www.club-internet.fr

## Les familles de Libanais disparus en Syrie se mobilisent

LE MONDE | 02.05.05 | 14h02

Beyrouth de notre envoyée spéciale

Elle se tenait un peu à l'écart des autres, digne, mais épuisée après les dizaines de kilomètres parcourus ce samedi 30 avril depuis le village de Taalabaya, dans la Bekaa, jusqu'à ce square du centre de Beyrouth, au pied du grand immeuble de verre abritant les locaux des Nations unies. Hasnaa Hammoud était venue y rejoindre les mères, soeurs, filles, pères frères et fils de Libanais avérés ou présumés prisonniers ou disparus en Syrie, qui tenaient ce jour là une conférence de presse.

C'est en 1983 que son fils Ahmed, artisan menuisier, a "disparu" au "passage du musée" de triste mémoire, sur la route de Damas qui, de 1975 à 1990, était l'une des lignes de front de la guerre inter-libanaise dans la capitale. Depuis, Hasnaa ne compte plus les navettes qu'elle a effectuées entre son village et la capitale, frappant à toutes les portes à la recherche de son fils. Son récit est confus. Elle porte sur ses genoux l'une de ses dernières photos. A quoi ressemble-t-il après 22 ans de détention ? Les autorités libanaises lui ont dit de le déclarer mort. Elle refuse. "S'il est mort, dit-elle, je veux qu'on me le dise, qu'on me livre ce qui reste de lui." Une réflexion que répètent d'autres parents de portés "disparus".

Depuis 1992, le jour où son fils, Daniel, a été "enlevé" au coeur de Damas, Marie Mansourati ne trouve plus le sommeil. D'origine syrienne, mais ayant toujours vécu, ainsi que sa famille au Liban, Marie raconte que c'est à l'occasion d'une visite à ses parents en Syrie que son fils a été arrêté, en la présence de son frère. Daniel avait alors 33 ans. Depuis, aucune nouvelle, aucune visite, malgré les dizaines de tentatives de Marie et les quelque 40 000 dollars qu'elle affirme avoir déboursés pour soudoyer des responsables syriens. "Des prisonniers qui ont été remis en liberté ont dit qu'ils l'avaient bien vu en prison", dit-elle. Daniel aurait été accusé d'être un agent israélien et aurait été condamné à mort.

Depuis le 11 avril, les familles éplorées de différentes appartenances communautaires et de toutes les régions observent un sit-in dans le petit square. La perspective du retrait définitif syrien imminent du Liban leur a donné du souffle. Depuis des années, elles recherchent les leurs, dans une quasi indifférence générale, malgré l'activisme de l'association Solide (Support of Lebanese in detention and exile), formée en 1989 et du Comité des parents mis sur pied en 1997.



## PEUR DE REPRISAILLES

La peur de représailles syriennes tenaillait aussi les ventres, au point que des dizaines de familles n'osaient pas faire état de la "disparition" ou de l'arrestation de l'un des leurs. En l'espace de dix ans, selon le président de Solide, Ghazi Al-Aad, seules 240 familles s'étaient manifestées, tandis que depuis une dizaine de jours, un nombre presque égal a fait enregistrer son dossier. Il s'agit d'affaires, au pis à 80 %, au mieux à 100 %, directement liées aux Syriens, affirme-t-il. Des militaires libanais font partie du lot.

Pas question, disent les familles, de tenir le retrait de l'armée syrienne pour solde de tout compte, ni d'absoudre les dirigeants libanais de leur responsabilité. Après la remise en liberté par la Syrie, en 1998, de 121 Libanais, dont cinq seulement était sur la liste des signalés à Solide, les autorités libanaises avaient affirmé, sur la base d'une enquête menée par une commission composée uniquement de membres des services de sécurité, qu'il n'y avait plus aucun de leurs concitoyens détenu en Syrie. Mais en l'an 2000, Damas libérait un nouveau groupe de 54 Libanais. Tous étaient portés "disparus", et seuls deux avaient été signalés à Solide par leurs familles.

Une nouvelle commission fut constituée, présidée par un ministre, incluant un représentant du barreau de Beyrouth et chargée de recueillir les plaintes des familles. Ses conclusions sont restées dans les tiroirs. Jusqu'au vendredi 28 avril 2005, lorsque le président du barreau, en rendant publique la liste des plaintes déposées, a accusé le pouvoir politique d'avoir failli à ses responsabilités en n'assurant aucun suivi à cette affaire. Le Comité des familles n'épargne pas non plus l'opposition qui, jusqu'à maintenant, ne semble pas vraiment concernée par cette affaire. Pratiquement tous les partis, disent des parents de détenus, ont livré des "adversaires" aux Syriens.

Lorsque certaines familles ont obtenu un droit de visite à "leurs" détenus, ce fut le plus souvent, affirment-elles, contre espèces sonnantes et trébuchantes en milliers de dollars. Mais les sommes versées sont parfois tombées dans un trou noir, les familles concernées n'ayant jamais décroché un droit de visite, ni même, pour certaines, la confirmation que leur "disparu" était bien en Syrie, alors même que des détenus libérés disent les avoir croisés en prison. Les récits de ces derniers sur la maltraitance qu'ils ont subie en Syrie donnent froid dans le dos. L'exclusion, voire la surveillance pour certains, dont ils ont fait l'objet à leur retour au Liban est presque plus terrible à leurs yeux.

## "L'ENFER SUR TERRE"

Sur les listes de noms affichées dans le square, Raymond Bobiane, libéré en 1998, affirme en reconnaître cinq. Raymond a été arrêté en 1986 par les services de renseignement syriens à l'aéroport international de Beyrouth. Il a été accusé d'avoir tiré des roquettes contre le siège du service des renseignements syriens dans la zone dite du Beau Rivage à Beyrouth. "Les tirs, raconte-t-il, ont eu lieu le 8 ou le 9 juillet, alors que j'étais en Allemagne, d'où je ne suis rentré que le 11 du mois." Après un "séjour" audit Beau Rivage, tortures en tous genres à la clef "chaise anglaise, pneus, coups au câble en caoutchouc, balango", dont on retiendra qu'elles sont autant de torsions et d'épreuves auxquelles le corps est soumis à la limite de la rupture, Raymond Bobiane fut transféré au QG des "services" syriens à Anjar, où, "sous la torture physique et morale", il a "avoué" ce qu'il affirme n'avoir jamais commis. De prison en prison, il fut condamné le 10 novembre 1988 à quinze ans de détention, puis transféré à la prison de Tadmor.

"Tadmor, l'enfer sur terre!", dit-il, "où 300 coups de fouet tiennent de cérémonie d'accueil à tout arrivant" et où la maltraitance quotidienne atteignait des sommets : coups de pied, ou au câble et à la barre de fer, malnutrition, humiliations, absence de soins médicaux dignes de ce nom. Tous les anciens prisonniers passés par Tadmor rapportent la même chose. "Un prisonnier a même été forcé de lécher le sang qui a coulé de sa tête sur une distance de plusieurs mètres sur un sol de pierre, raconte Raymond Bobiane. Ali Abou Al-Dihn qui a passé 13 ans en prison a été obligé lui, de manger un oiseau mort tout cru !" Les autorités syriennes ont désormais fermé la prison de Tadmor. La maltraitance a-t-elle cessé ?



**Mouna Naïm**

---

### **Un appel aux Nations unies**

Le Comité des parents de prisonniers et "*disparus*" libanais, avérés ou présumés en Syrie, a adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, demandant que son envoyé spécial, Terje Roed Larsen, se penche sur cette affaire. Le Comité demande la constitution d'une commission internationale d'investigation et l'accès du Comité international de la Croix-Rouge aux prisons syriennes. Interrogé par Le Monde, Nagib Freiji, le porte-parole de l'ONU au Liban, qui a accusé réception de cette lettre, indique l'avoir adressée au cabinet de M. Annan ainsi qu'au représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme pour les pays arabes. Louise Arbour, le haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, a l'intention, selon lui, d'entrer en contact avec les autorités syriennes à ce sujet. (Corresp.)